

# Situations de l'emploi et des

**On ne peut comprendre la politique salariale et par là de l'emploi sans analyser l'évolution de la population algérienne qui a évolué d'une manière significative de l'indépendance à 2016, la pression démographique étant la variable-clé. Suite à mes précédentes contributions, j'en livre une autre, cruciale pour l'avenir du pays, à savoir problématique de l'emploi et des salaires posant la celle de l'urgence de réorienter toute la politique économique et sociale.**

## 1.- Evolution des salaires et des revenus des indépendants 2001-2015

La masse salariale à prix courants a évolué ainsi de 2001 à 2015. En 2001 elle a été de 970 milliards de dinars, 2002 de 1 048 milliards de dinars, 2003 de 1 138 milliards de dinars, 2004 de 1278 milliards de dinars, 2005 de 1 364 milliards de dinars, 2006 de 1 498 milliards de dinars, 2007 de 1 722 milliards de dinars, 2008 de 2 134 milliards de dinars, 2009 de 2 355 milliards de dinars, 2010 de 2 907 milliards de dinars, 2011 de 3 863 milliards de dinars, 2012 de 4 287 milliards de dinars, 2013 de 4391 milliards de dinars, 2014 de 4 674 milliards de dinars et en 2015 de 4 928 milliards de dinars. Quant au produit intérieur brut (PIB), toujours à prix courants, il a évolué ainsi de 2001 à 2015. En 2001, 4 227 milliards de dinars, 4 523 milliards de dinars en 2002, 5 252 milliards de dinars en 2003, 6 149 milliards de dinars en 2004, 7 562 milliards de dinars en 2005, 8 502 milliards de dinars en 2006, 9 353 milliards de dinars en 2007, 11 044 milliards de dinars en 2008, 9 968 milliards de dinars en 2009 (effets de la crise), 11 191 milliards de dinars en 2010, 14 588 milliards de dinars en 2011, 16 208 milliards de dinars en 2012, 16 550 milliards de dinars en 2013, 17 242 milliards de dinars en 2014 et 16 952 milliards de dinars en 2015 alors que paradoxalement certaines données officielles donnent un taux de chômage en baisse alors que la croissance en valeur est en baisse.

Nous aurons le ratio masse salariale sur le PIB suivant :

2001.....	22,94%
2005.....	18,03%
2010.....	25,97%
2011.....	26,48%
2012.....	26,44%
2013.....	26,53%
2014.....	27,11%
2015.....	29,70%

**Alors que le revenu des indépendants par rapport au PIB est passé de 27,15% en 2001 à 22,12% en 2005, 27,24% en 2010 à 31,90% en 2015.**

Quant aux revenus des indépendants, ils s'accroissent à travers le temps, et ce, en milliards de dinars. — 2001 - 1 148 milliards de dinars — 2002 - 1 206 milliards de dinars — 2003 - 1 356 milliards de dinars — 2004 - 1 527 milliards de dinars — 2005 - 1 673 milliards de dinars — 2006 - 1 862 milliards de dinars — 2007 - 2 017 milliards de dinars — 2008 - 2 340 milliards de dinars — 2009 - 2 743 milliards de dinars — 2010 - 3 049 milliards de dinars — 2011 - 3 487 milliards de dinars — 2012 - 4 007 milliards de dinars — 2013 - 4 569 milliards de dinars — 2014 - 4 955 milliards

de dinars — 2015 - 5 293 milliards de dinars.

Par structure économique pour les salaires nous avons par grandes périodes, le secteur économique représente en 2001, 47,5% de la masse salariale, en 2005, 47,8%, en 2010 39,8% et en 2015 36,5% montrant une dé-salarisation de l'économie. L'administration représente en 2001 46,7%, en 2005, 46,5%, en 2010 56,0% et en 2015 59,3% montrant la fonctionnarisation de l'économie. Quant à la masse salariale dans l'agriculture, elle représente 5,0% en 2001, 5,7% en 2005, 4,3% en 2010 et en 2015 4,2%. Quant aux indépendants, la structure des revenus est la suivante. Le secteur économique représente 67,2%, en 2005, 68,2%, en 2010, 69,7% et en 2015 66,1%. Les affaires immobilières représentent en 2001, 30,6%, 29,7% en 2005, 28,9% en 2010 et en 2015, 32,4%. L'agriculture dominée par la sphère informelle représente 2,2% en 2001, 2,1% en 2005, 1,4% en 2010 et en 2015, 1,5%.

## 2.- Revenu, évolution du taux de change et inflation

Le revenu par tête d'habitant, taux global, voile la concentration du revenu national, nous avons l'évolution suivante. En 2001, le revenu par tête d'habitant est de 136 892 DA, en 2002, 114 235 DA, en 2003, 164 918 DA, en 2004, 189 998 DA, en 2005, 229 805 DA, en 2006, 253 924 DA, en 2007, 274 310 DA, en 2008, 319 265 DA, en 2009, 282 636 DA, en 2010, 333 302 DA, en 2011, 397 323 DA, en 2012, 432 289 DA, en 2013, 434 764 DA, en 2014, 440 828 DA et en 2015, 415 180 DA.

Selon l'ONS, fin 2015, le salaire net moyen mensuel a été de 37 800 DA, sachant que le salaire net moyen est composé du salaire brut diminué des différentes retenues (IRG, sécurité sociale et retraite). Au niveau national, le salaire de base représente en moyenne 60% et les primes et indemnités 40% de la rémunération brute totale.

Le salaire net moyen mensuel a été globalement de 39 200 DA en 2015 à raison de 54 700 DA dans le secteur public contre 32 100 DA dans le privé avec des écarts des salaires selon la qualification et les secteurs d'activité assez élevés dans les activités liées aux hydrocarbures et les banques par rapport à la moyenne nationale. **Mais pour avoir une vision objective du salaire réel qui détermine le pouvoir d'achat, il faut déflater le salaire nominal par l'évolution du taux d'inflation.**

Tout en précisant, idem pour le taux de croissance et le calcul du taux de chômage que le taux d'inflation se calcule par rapport à la période précédente. Ainsi, et un taux d'inflation faible par rap-

port à un taux d'inflation de la période précédente donne un taux cumulé élevé. Le taux d'inflation officiel entre 1989 et août 2016 a été le suivant : 17 87% en 1989 ; 25 88% en 1991 ; un pic de 31,68% en 1992 ; 21,9% en 1995 ; 5% en 1998. En 1999 : 4/2% ; en 2000 : 2% ; 2001 et 2002 : 3% ; en 2003 : 3,5% ; en 2004 : 3,1% ; en 2005 1,9% ; en 2006 : 3% ; en 2007 : 3,5% ; en 2008 : 4,5% en 2009, 5,7% en 2010, 5% ; en 2011, 4,5%, en 2012, 8,9%, en 2013, 3,3%, en 2014, 2,9%, en 2015, 4,8% et en août 2016, 5,8%. Sans les subventions, mal ciblées et mal gérées, le plus pauvre bénéficiant autant que le riche, et facilitant le trafic aux frontières, l'Algérie étant un des plus gros importateurs au monde de céréales, grâce aux hydrocarbures, les transferts sociaux, le taux d'inflation serait beaucoup plus élevé que le taux officiel. La perception de l'inflation est différente d'un ménage qui perçoit le SNMG consacrant plus de 70% de son modeste revenu aux produits de première nécessité que celui qui perçoit 500 000 DA net par mois.

L'inflation accélère la concentration excessive du revenu national au profit d'une minorité rentière au détriment des profits productifs et des revenus fixes avec la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité pouvant conduire, non maîtrisée, à une déflagration sociale et politique. **Car il faut se méfier d'un indice global. L'analyse objective de l'inflation doit relier le processus d'accumulation, la répartition du revenu et le modèle de consommation par couches sociales afin de déterminer la politique salariale protégeant les plus démunis, mais en évitant un nivellement par le bas, facteur de démobilité.** Aussi, une interrogation s'impose : comment est-ce qu'un Algérien, qui vit au SNMG (200-250 euros par mois alors que le kilo de viande est de 10 euros) fait face aux dépenses incontournables : alimentation, transport, santé, éducation ? La cellule familiale, paradoxalement, avec la crise du logement (même marmite, même charges) et la sphère informelle jouent comme soupape de sécurité temporairement. **Du fait que 70% des besoins des ménages et des entreprises publiques et privées proviennent de l'extérieur ayant un impact inflationniste, il est utile d'analyser l'évolution du taux de change de la Banque d'Algérie. Il a évolué ainsi de 2001 à 2016. En 2001-77,29 dinars un dollar — 2002 - 79,68 dinars un dollar — 2003 - 77,39 dinars un dollar — 2004 - 72,66 dinars un dollar — 2005 - 73,35 dinar un dollar — 2006 - 72,64 dinars un dollar — 2007 - 69,37 dinars un dollar - 2008 - 64,58 dinars un dollar — 2009 - 72,63 dinars un dollar — 2010 - 74,39 dinars un dollar — 2011 - 72,85 dinars un dollar — 2012 -77,55 dinars un dollar - 2013 -79,38 dinars un dollar - 2014 - 80,52 dinars un dollar - 2015 -100,46 dinars un dollar et le 22 septembre 2016 111,10 dinars un dollar. Avec des réserves de change entre 10/20 milliards de dollars, le cours s'établirait à environ 200 dinars un dollar, d'où l'importance entre- temps d'aller vers un endettement extérieur ciblé qui ne concernera que les secteurs productifs.**

Par Dr Abderrahmane Mebtoul,  
professeur des universités,  
expert international

## 3.- Structure de l'emploi

La population algérienne est passée de 12 millions en 1965, de 34 591 000 le 1<sup>er</sup> juillet 2008, à 37,5 millions d'habitants en 2010, 39,5 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2015, et 40,4 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'augmentation du volume de la population résidente totale s'explique par un accroissement relativement important du volume des naissances vivantes qui a atteint 1,014 million en 2014. En outre, l'indice de fécondité a connu une hausse en passant de 2,93 enfants par femme en 2013 à 3,03 enfants en 2014. Selon l'ONS s'agissant de l'espérance de vie, elle est passée à 77,2 ans en 2014 contre 66,9 ans en 1990, soit un gain de 10 ans et 3 mois. Les critères de la Banque mondiale pour la population active qui comprend les personnes âgées de 15 ans et plus et qui correspondent à la définition de l'Organisation internationale du travail : toutes personnes qui fournissent du travail pour la production de biens et services au cours d'une période donnée comprenant à la fois les travailleurs et les demandeurs d'emplois. **Dans une étude publiée par l'ONS fin 2015, la population active, selon l'ONS, est de 9,493 millions d'habitants en 2005, 10,862 en 2010, 10, 661 millions d'habitants en 2011 (une baisse), 11,423 en 2012, 11,964 en 2013, et une population active en 2015 d'environ 11,932 millions d'habitants.** La population en chômage pour la même période, toujours selon l'ONS, est de 15,3% en 2005, en 2011 10%, 11% en 2012, 9,8% en 2012/2013, 10,6% en 2014 et 11,2% en 2015 avec un taux de chômage des jeunes de 29,9%, un taux de chômage toujours en 2015 pour le sexe masculin de 9,9% et pour le sexe féminin (dont le taux d'activité retenu est inférieur) de 16, 6%.

**Selon l'enquête de 2013 de l'ONS, la structure de l'emploi, selon le secteur d'activité, fait ressortir un secteur tertiaire (commerce et services) en progression, ce dernier absorbe 59,8% de la main-d'œuvre totale, suivi par le BTP (16,6%), l'industrie (13,0%) et enfin l'agriculture (10,6%).** La ventilation, selon le secteur juridique, fait ressortir une dominance du secteur privé ou mixte, soit une part relative de 58,8% de l'emploi total, incluant la sphère informelle qui, selon le ministère du Travail, occuperait entre 25/30% de la population. Le salariat constitue la forme d'emploi dominante avec 65,3% tant au niveau du secteur privé formel qu'au niveau du secteur public mais avec d'importantes disparités salariales et également d'importantes disparités sont observées selon le sexe. L'emploi féminin se caractérise par une plus grande concentration dans le secteur public (61,2% de l'emploi total).

Par ailleurs, selon la direction générale de la Fonction publique, le nombre de fonctionnaires au 1<sup>er</sup> janvier 2015 est de 20 020 172 fonctionnaires dont 1 608 964 à temps plein (79,64%) et 411 208 agents contractuels (20,30%).